

les sentinelles des résolutions “Femmes, Paix et sécurité” et de la cohésion sociale” - S-FPS-SC

Programme régional de monitoring de la participation des femmes en Afrique de l’Ouest et au Sahel

Policy Brief - Novembre 2025



Causes profondes et moteurs de l’instabilité en Afrique de l’Ouest et au Sahel et impacts sur les organisations de femmes et les communautés locales

MESSAGE CLEF

“Les femmes victimes, collatérales des menaces sécuritaires, savent faire preuve de résilience et être vectrices de paix si tout leur potentiel de mobilisation et de dynamisme est exploité de manière optimale.”

MOTS-CLEFS

- Décentrement des menaces sécuritaires
- Golfe de Guinée,
- Plan d’action national,
- Agenda Femmes, Paix et Sécurité (FPS)



Cette note d'analyse est réalisée dans le cadre de la mise en œuvre du Programme « **les Sentinelles des Résolutions Femmes, Paix Sécurité et de la Cohésion sociale** » sous la coordination de l'ONG Partners West Africa - Sénégal. Elle est le fruit d'un panel organisé dans le cadre du partenariat établi avec le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS) lors de la réunion annuelle du Groupe de travail "Femmes, Jeunes, Paix et Sécurité" en Afrique de l'Ouest et au Sahel.

Elle a regroupé les femmes, membres d'organisations de la société civile ouest africaine et du Sahel, impliquée dans la mise en œuvre du Programm. Partners West Africa – Sénégal a assuré la prise en charge du déplacement des Sentinelles, mis à disposition un consultant agissant en qualité de rapporteur général, modérateur et facilitateur pour la tenue de cette session sur le thème : « **Causes profondes et moteurs de l'instabilité en Afrique de l'Ouest et au Sahel et leurs impact sur les organisations de femmes et les communautés locales** ».

A la clôture de la réunion annuelle du GTFJPS/AOS 2025, la Côte d'Ivoire s'est positionnée pour accueillir la prochaine session qui aura lieu en septembre 2026.



Madame Diago
DIAGNE NDIAYE

"L'avenir du Sahel et de la région ouest-africaine dépendra de la place que l'on donnera aux femmes"

Présidente du Réseau Paix et Sécurité des femmes de l'espace CEDEAO (REPSFECO)

L'Afrique de l'Ouest et la région du Sahel font face à des menaces multiformes : sécuritaires, politiques, économiques, etc. Le décentrement de la menace terroriste vers les pays du Golfe de Guinée a mis en exergue la complexité de la lutte contre l'extrémisme violent. En effet, au-delà du fait que le fléau est nouveau, il a fini de montrer ses capacités de se renouveler constamment

du point de vue de ses manifestations, de ses parties prenantes et de ses effets. De même, les instabilités politico-institutionnelles, matérialisées notamment par la résurgence des coups d'Etat dans la région ouest africaine, viennent enrichir les menaces et défis qui interpellent, au-delà des seuls pays concernés, toute la zone. En effet, les menaces n'étant pas étanches, ont des capacités réelles d'une amplification et de l'instauration d'un cercle vicieux aux dommages collatéraux potentiellement incontrôlables.

Plusieurs attaques ont été perpétrées récemment au Bénin, un pays du Golfe de Guinée, dont la dernière en 2025 fut très meurtrière, avec des répercussions au niveau des populations et plus particulièrement des femmes. **En effet, une certaine psychose, une peur d'être victime des attaques et des mines anti personnelles, d'être violées, de traumatismes s'est emparée des femmes.** Cette situation a eu pour effet une restriction des initiatives portées par les femmes, un ralentissement des activités économiques. Le Bénin est en train d'apporter des réponses face à ces menaces extrémistes, dans un contexte pré-électoral qui complexifie davantage les enjeux sécuritaires.



Madame Nantenin KONE

La transition en Guinée peut soit ouvrir la voie à une gouvernance inclusive, soit affaiblir les acquis du mouvement des femmes''

Présidente du Groupe de Travail «Femmes, Jeunes Paix et sécurité» en Afrique de l'Ouest et du Sahel, Guinée

La Côte d'Ivoire n'est nullement épargnée par la menace extrémiste qui sévit notamment au Nord, une zone frontalière avec le Mali et le Burkina Faso qui sont deux pays ayant décidé de quitter l'espace CEDEAO et où sévissent plusieurs formes de menaces et de vulnérabilités pouvant irradier la zone et particulièrement la Côte d'Ivoire. Les instabilités sévissant donc au Burkina Faso et au Mali n'ont pas épargné le Nord du pays avec des attaques sporadiques, impactant ainsi les communautés transfrontalières. L'une des conséquences de ces instabilités reste la diversification et l'enrichissement des menaces ainsi que d'autres formes de criminalités telles que la circulation





des armes et le trafic de drogue dans **les zones frontalières du Mali et du Burkina Faso**. Les principales victimes sont les femmes et les jeunes.

La République de Guinée quant à elle, vit une instabilité d'une toute autre nature n'épargnant malheureusement pas les femmes et les jeunes. La transition politique actuelle a plongé le pays dans une certaine incertitude et dans une sorte de dilemme.



Madame Angèle
OURAGA ALELEY

"les femmes sont le socle de la famille, elles jouent un rôle vital dans la survie des communautés en assurant la sécurité alimentaire et la remontée des informations qui, une fois traitée, deviennent du renseignement"

*Directrice Exécutive de la Fondation SERENTI
Côte d'Ivoire*

En effet, les autorités de transition ont, à leur arrivée, ouvert des perspectives aux organisations de femmes et de jeunes avec une reconnaissance de ces dernières en les impliquant dans certaines initiatives, en les associant au sein d'instances de décision et en renforçant leurs capacités à travers

plusieurs programmes et projets, notamment sur le leadership des femmes. Sous ce rapport, le Groupe de travail « Femmes, jeunes, paix et sécurité » a été associée à des initiatives importantes par le régime de transition. Cependant les risques de régression sont très réels. En effet, il est noté une faible présence des femmes au sein des institutions de transition, un rétrécissement de l'espace civique et des libertés individuelles et collectives, une faible représentation des femmes au sein de gouvernement de transition. Dans la Charte de la transition conçue par le régime de transition il est ainsi interdit les manifestations. De même, il est noté une raréfaction des ressources, réduisant ainsi les marges d'action de la société civile et par ricochet les organisations de la société civile de femmes. On note par ailleurs une transition qui a duré plus de temps que prévu, causant une certaine lassitude citoyenne face à la lenteur des réformes. Cette transition reste un instant charnier de la trajectoire politique du pays qui peut ouvrir la voie à une gouvernance inclusive ou remettre en cause les acquis, dans un contexte de baisse de tous les indicateurs de mesure de la participation des femmes au processus politique et de gouvernance en cours dans le pays.

Un instant charnier de la trajectoire politique du pays qui peut ouvrir la voie à une gouvernance inclusive ou remettre en cause les acquis, dans un contexte de baisse de tous les indicateurs de mesure de la participation des femmes au processus politique et de gouvernance en cours dans le pays.



Madame Huguette
AKPLOGAN DOSSA

“ Il est crucial de renforcer le cadre juridique et institutionnel qui protège les droits des femmes en particulier dans les contextes de crises ”

Présidente du African Women leaders Network (AWLN Bénin)

En somme, un regard de surplomb sur le contexte régional et sur l'Agenda FPS dans l'espace ouest – africain et du Sahel, en proie à plusieurs crises multiformes permet d'être optimiste même s'il faut une certaine prudence pour ne pas baigner dans un optimisme béat. **Plusieurs défis persistent et de nouveaux sont en train d'émerger : les menaces extrémistes, les défis politiques, économiques, sociaux, climatiques qui menacent les droits des femmes.**

Toutefois, il est permis d'espérer de bonnes perspectives si on prend en compte des signaux positifs qui pointent à l'horizon :

- l'existence de cadres institutionnels et d'instruments juridiques de promotion et de protection des droits des femmes,
- les Plans d'action nationaux dans le cadre de la mise en œuvre de la R1325 conçus au niveau de chaque pays,
- l'existence de réseaux de femmes très dynamiques,
- les initiatives très positives occupant de plus en plus l'espace,
- l'émergence d'une nouvelle génération de femmes leaders,
- la proposition de programmes de mentorat.



Sous ce rapport, des efforts sont à fournir notamment :

- ☞ Repenser la sécurité avec une prise en compte des besoins réels des pays,
- ☞ Travailler sur le Nexus Femme-Sécurité-Action humanitaire,
- ☞ Convoquer les mécanismes endogènes de règlement pacifique des conflits,
- ☞ Initier un système de quota dans les pays qui n'ont pas encore investi la question,
- ☞ Faciliter l'accès aux financements des femmes,
- ☞ Préserver les acquis tenant compte de leur fragilité, etc.

C'est dans ce contexte régional en proie à des criminalités de diverse nature interagissant et s'enrichissant mutuellement que des **solutions transversales, durables doivent être ébauchées**, à savoir :

- > Organiser des rencontres d'information et de sensibilisation sur les méfaits de l'extrémisme violent et les solutions à proposer ;
- > Prévenir et gérer les conflits liés à la transhumance et faire connaître le Code pastoral dans les pays concernés ;
- > Former les femmes à l'identification des signes précoces observables de l'extrémisme violent au sein de la cellule familiale et au sein des communautés pour y apporter des réponses communautaires précoces ;
- > Initier des dialogues communautaires pour éveiller les consciences ;
- > Renforcer les capacités de toutes les parties prenantes sur l'alerte précoce ;
- > Concevoir des programmes de soutien aux victimes et d'autonomisation des femmes ;
- > Développer des activités de sécurité collaborative aux frontières pour les femmes, les jeunes et les groupes vulnérables ;
- > Vulgariser, à travers le Programme « Sentinelles FPS et de la cohésion sociale », les approches inclusives et participatives qui tiennent compte des mécanismes endogènes élaborés dans le cadre de ce programme.

De même, la diversité des chocs endogènes et exogènes potentiels, nécessite **un renforcement de la résilience des femmes et des jeunes, souvent les plus impactés le cas échéant. A cet effet, il faut :**

- ▶ La valorisation de la participation active des femmes aux instances de prise de décision ;
- ▶ Le soutien aux réseaux de femmes et la création de synergies : la promotion du « She4She » (sororité) / La favorisation de l'engagement communautaire et de la solidarité féminine / La création d'espace de dialogue et de solidarité entre les femmes ;
- ▶ Le renforcement de l'autonomisation économique des femmes pour l'accès des financements et des crédits la promotion de l'entrepreneuriat féminin ;
- ▶ L'érection de systèmes de protection sociale et de santé accessibles aux communautés vulnérables ;
- ▶ Le soutien à la réalisation de programmes de micro assurances ;
- ▶ Le renforcement de la législation et des politiques sur les violences basées sur le genre / Le renforcement de cadres juridiques de protection des femmes et de politiques d'égalité de genre / La lutte contre les violences faites aux femmes en période de crise notamment
- ▶ L'utilisation des réseaux sociaux et la formation des femmes et des jeunes à l'utilisation des outils digitaux pour un développement durable ;
- ▶ Le renforcement de l'accès à l'éducation et à la formation sur les risques et les stratégies d'adaptation au changement climatique ;



Madame Blandine
SINTONDJI

"Il est important de mettre les femmes au cœur de la prévention de l'extrémisme violent"

Président du Réseau Paix et Sécurité des femmes de l'espace CEDEAO (REPSFECO Bénin)

En perspective d'une bonne synergie entre les initiatives en cours, il est préconisé d'explorer les opportunités de collaboration entre le Programme « **Sentinelles des Résolutions FPS et pour la Cohésion sociale en Afrique de l'Ouest et au Sahel** » et le Groupe de travail Femmes, Jeunes, Paix et Sécurité en Afrique de l'Ouest et au Sahel. Pour ce faire, quelques **pistes d'action sont ainsi proposées** :

- ➡ Se mettre en synergie pour l'organisation d'évènements majeurs portant sur l'Agenda FPS.
- ➡ Renforcer les réseaux présents dans le Programme « Sentinelles ».
- ➡ Organiser des formations croisées pour un échange de bonnes pratiques et une capitalisation.
- ➡ Développer des Programmes de tutorat et de mentorat.
- ➡ Mener des actions de sensibilisation conjointes.
- ➡ Mener des campagnes de plaidoyer communes.



Madame Aissatou
DIALLO DIENG

“ Faire un plaidoyer serait vraiment l'idéal ”

Présidente du Groupe de Travail
«Femmes, Jeunes Paix et sécurité» en
Afrique de l'Ouest et du Sahel Sénégal

Sous la direction de : Pr Adjaratou Wakha AIDARA NDIAYE, Directrice Exécutive
Rédaction : M. Mamadou SECK
Assistante de programme : Mme Aminata Cole KANE
Infographie: M. Cheikh Maty DIAGNE
Stagiaire, Assistante Administrative : Mme Ndeye Marème NDAW

Projet implémenté par Partners West Africa Sénégal sur financement de la National Endowment for Democracy (NED).



Les Sentinelles des Résolutions « Femmes, Paix et Sécurité » et de la Cohésion Sociale

@pwa_Sénégal



Adresse : Liberté 6 Nord, Villa n° 08 – BP : 25 887 Dakar-Fann (Sénégal)

Tél : +(221) 33 867 70 98 / NINEA : 005105897 0V9

Mail : Direction_PWA@partnerswestafrica.org/awakha@partnerswestafrica.org

Site web : www.partnerswestafrica.org